



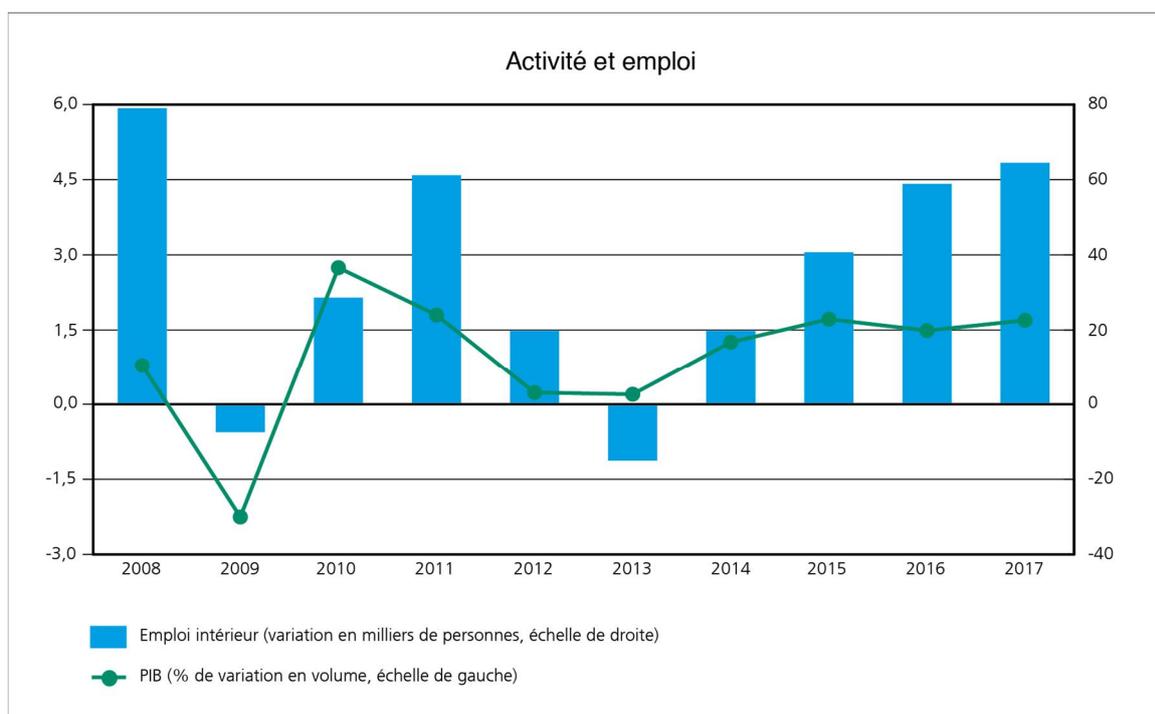
COMMUNIQUE DE PRESSE

Links: [Publication](#) [NBB.Stat](#) [Information générale](#)

Croissance économique de 1,7 %

- **Création de 64 500 emplois, la plus importante depuis 2008**
- **Amélioration des finances publiques: réduction du déficit à 0,9 % du PIB et du taux d'endettement à 103,4 % du PIB**

L'Institut des comptes nationaux (ICN) publie aujourd'hui, vendredi 19 octobre 2018, les comptes nationaux annuels détaillés et les comptes des administrations publiques pour la période 1995-2017. Les résultats complets sont disponibles sur le site internet de la Banque nationale de Belgique, en consultant la publication des comptes nationaux et celle des administrations publiques, ainsi que la base de données statistiques NBB.Stat.



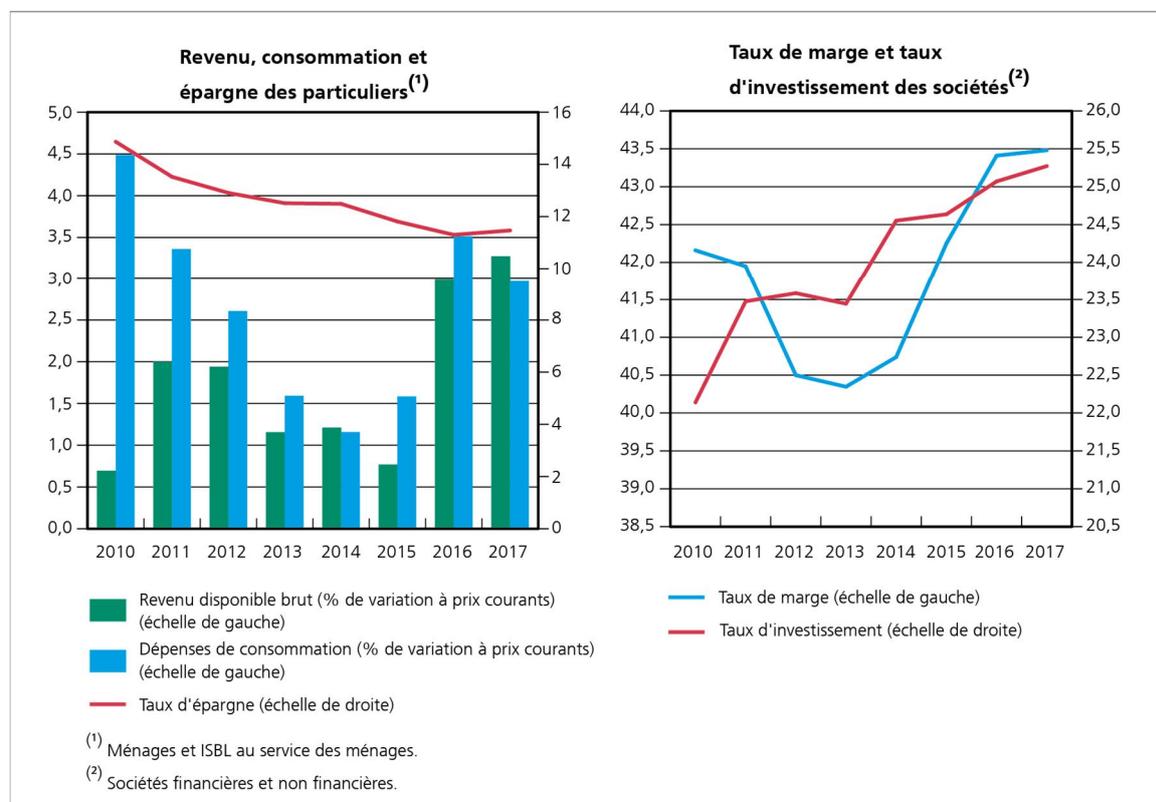
Source : ICN

Une croissance économique de 1,7 % en 2017

En 2017, le produit intérieur brut de l'économie belge a progressé de 1,7 % en volume, après s'être accru de 1,5 % en 2016.

La légère accélération observée en 2017 provient des services, où l'activité a augmenté de 2,2 %, contre 1,6 % un an plus tôt ; l'embellie a été particulièrement prononcée dans les branches "information et communication" et "services aux entreprises". Dans les autres grandes branches d'activité, l'évolution en 2017 a été au mieux identique à celle de l'année précédente. La progression de la valeur ajoutée dans l'industrie est limitée à 0,5 % en volume, comme en 2016, et, dans la construction, l'activité a reculé de 0,8 %. Enfin, la valeur ajoutée de l'agriculture a chuté pour la deuxième année d'affilée.

La hausse de la consommation privée a ralenti en 2017, mais elle demeure, à 1,1 %, un facteur important de soutien à la croissance. À prix courants, elle est, à 3 %, inférieure à celle du revenu disponible (+3,3 %), de sorte que le taux d'épargne a légèrement progressé. Comme la consolidation budgétaire se poursuit, la consommation publique a, quant à elle, augmenté modérément, de 0,6 %. Les dépenses d'investissement ont elles aussi progressé en 2017, de 1,8 % en volume. Cette évolution est due aux investissements des entreprises, toujours soutenus par des conditions de financement très favorables et la bonne santé financière des entreprises, dont le taux de marge a atteint un maximum de 43,5 %. Les investissements des administrations publiques ont également augmenté, portés par le rebond des dépenses des pouvoirs locaux à l'approche des élections communales. Les investissements en logements des ménages se sont, en revanche, stabilisés. La demande extérieure, matérialisée dans les exportations de biens et services, a augmenté de 5,0 % en volume, et, comme la progression des importations est moins rapide, les exportations nettes ont contribué positivement à la croissance. Il faut souligner que, sans avoir d'effet sur le PIB, des opérations exceptionnelles ont influencé l'évolution de certaines composantes de la demande (investissements des entreprises, importations et exportations nettes de biens et services), y compris en 2017.



Source : ICN

64 500 emplois créés en 2017

L'emploi intérieur exprimé en nombre de personnes a augmenté de 64 500 unités (+1,4 %) en 2017, en progrès pour la quatrième année consécutive. Tant l'emploi indépendant que l'emploi salarié y ont contribué, respectivement de 12 200 (+1,6 %) et 52 300 personnes (+1,3 %). La croissance de l'emploi salarié est surtout liée à la hausse du nombre de personnes occupées dans les services hors administration et enseignement (+2 %), en particulier dans les « services aux entreprises ». Elle tient également au retour de la croissance dans les branches de l'industrie (+0,6 %) et dans la construction (+0,9 %), après plusieurs années de repli. En ce qui concerne l'emploi indépendant, la progression observée s'explique principalement par la croissance de l'effectif occupé dans la branche des autres services (+1,6 %).

Un déficit de 0,9 % en 2017 pour le solde de financement de l'ensemble des administrations publiques

Le solde de financement des administrations publiques s'est élevé à -0,9 % du PIB en 2017, contre -2,4 % du PIB en 2016. Les recettes ont en effet augmenté de 0,7 % du PIB, pour s'établir à 51,3 % du PIB, et les charges d'intérêts ont régressé de 0,3 % du PIB, pour représenter 2,5 % du PIB. Les dépenses primaires ont, quant à elles, augmenté en termes nominaux, mais à un rythme inférieur à celui du PIB, de sorte qu'en pourcentages du PIB, elles ont diminué de 0,5 %, pour ressortir à 49,7 % du PIB.

La dette publique (selon la définition de Maastricht) a atteint 103,4 % du PIB à la fin de 2017. Il s'agit d'une contraction de 2,7 points de PIB par rapport à 2016, qui confirme la trajectoire de désendettement public amorcée en 2015. La diminution du ratio d'endettement observée en 2017 est principalement due à la baisse du besoin de financement et à la croissance nominale plus élevée du PIB. Des facteurs exogènes, qui influencent la dette mais pas le solde budgétaire, ont exercé une pression à la baisse sur le taux d'endettement, notamment à la suite de la vente d'une partie de la participation du gouvernement fédéral dans BNP Paribas.

Lors de sa visite de dialogue bisannuelle en Belgique, Eurostat a accordé une attention particulière à la classification sectorielle des entreprises ferroviaires publiques ; il est apparu qu'Infrabel ne pouvait plus être considérée comme un producteur marchand, car elle couvre moins de 50 % de ses coûts par ses ventes sur une période de quatre années consécutives. L'ICN a dès lors décidé de consolider Infrabel dans le secteur des administrations publiques à partir de l'année 2014 ; l'incidence de ce reclassement sur le déficit est très faible, inférieur à 0,03 % du PIB, tandis qu'elle est d'environ 0,5 à 0,6 % du PIB sur la dette brute consolidée.

Principaux résultats

	2014	2015	2016	2017
Activité et demande (pourcentages de variation en volume)				
PIB	1,3	1,7	1,5	1,7
<i>Valeur ajoutée</i>				
Agriculture	-0,4	17,1	-6,2	-9,6
Industrie et énergie	3,7	2,8	0,5	0,5
Construction	0,5	1,7	-0,1	-0,8
Services	0,9	1,6	1,6	2,2
<i>Dépenses</i>				
Dépenses de consommation finale des ménages et des ISBL au service des ménages	0,6	0,9	1,7	1,1
Dépenses de consommation finale des administrations publiques	0,6	0,6	-0,2	0,6
Formation brute de capital fixe	5,8	2,7	3,8	1,8
Variation des stocks ⁽¹⁾	0,3	0,3	0,3	0,0
Exportations de biens et de services	5,2	3,5	7,6	5,0
Importations de biens et de services	6,2	3,4	8,5	4,3
<i>p.m. Exportations nettes de biens et de services ⁽¹⁾</i>	<i>-0,8</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,6</i>
Emploi (variations en milliers de personnes)				
Salariés	13,7	30,4	46,2	52,3
Indépendants	6,1	10,3	12,8	12,2
Total	19,8	40,7	58,9	64,5
Finances publiques (pourcentages du PIB)				
Recettes	52,2	51,3	50,6	51,3
Dépenses primaires	52,0	50,7	50,2	49,7
Charges d'intérêt	3,3	3,0	2,8	2,5
Besoin (-) de financement	-3,1	-2,5	-2,4	-0,9
Dette publique (définition Maastricht)	107,6	106,5	106,1	103,4

Source : ICN.

⁽¹⁾ Contribution à la croissance du PIB.